

Mme la présidente Patricia Adam. Nous accueillons aujourd'hui le général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées, que je remercie d'être parmi nous, malgré un emploi du temps très chargé.

La dernière fois que vous êtes venu devant nous, général, le 15 octobre dernier, vous avez dit que nous étions dans une phase de rupture stratégique. Malheureusement, les événements ne vous ont pas démenti.

Général Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées. Dans les circonstances difficiles auxquelles notre pays fait face, vous avez souhaité m'entendre sur la participation des armées à la protection du territoire national et les actions militaires menées au Levant contre Daech.

Je vais essayer de vous répondre le plus clairement possible et sans langue de bois. Je vous parlerai en chef militaire : en partant de l'analyse de la menace, puis, en vous disant comment la stratégie militaire générale répond et s'adapte à cette situation sécuritaire. Enfin, je terminerai avec mes points d'attention.

Pour commencer, donc : quelle est la menace ?

Lors de son intervention du 16 novembre devant le Congrès rassemblé à Versailles, le président de la République a clairement désigné notre ennemi : Daech.

Qui est-il ? C'est un réseau d'individus sectaires, djihadistes islamistes radicaux, qui poursuit un projet global de subversion politique et religieuse. Ce projet est parfaitement raisonné ; il a été théorisé depuis les années 2004-2005 dans un texte d'Abu Bakr Naji qui a été traduit en français en 2007 sous un titre parfaitement clair : « Gestion de la sauvagerie ».

Il cherche l'implosion des sociétés, l'installation d'un chaos propice à l'émergence d'un néocalifat. Voilà son but ! Le terrorisme n'est pour lui qu'un moyen parmi d'autres d'arriver à ses fins. Nous ne faisons pas la guerre à un procédé, ni à un terrorisme désincarné, mais à ces groupes djihadistes.

Quelle est leur stratégie ? Elle passe d'abord par un enracinement territorial, qui ignore totalement les frontières des États. Mais les territoires que contrôle Daech au Levant lui procurent soutiens et ressources à une échelle qui n'a pas de précédent : finances, mais aussi exécutants. Je rappelle qu'environ 10 millions de personnes vivent sous son contrôle direct.

Cette assise territoriale est son centre de gravité. C'est à partir de ce fief qu'il planifie, prépare, télécommande ses attaques, et à partir de ses bases qu'il embrigade, fanatise, entraîne ses candidats au djihad.

Mais ne nous leurrions pas : si Daech tire sa puissance de ce pseudo « état islamique », plus ou moins géographiquement circonscrit, sa stratégie est bien une stratégie d'expansion et de subversion qui utilise les moyens modernes de communication et de transport pour s'affranchir des frontières. Il essaime dans la bande sahélo-saharienne, au Sinaï, au Yémen, en Libye. Le djihadisme islamiste vise une connexion opérationnelle, voire géographique, de différents groupes au Moyen Orient, au Sahel et dans la corne de l'Afrique.

Peu importe l'étiquette ou le nom revendiqué – Daech, AQMI, AQPA, al-Nosra, qui ne sont que des masques –, ils possèdent tous la même matrice. N'oublions pas qu'Al-Qaïda avait trouvé une base chez les talibans en Afghanistan, qu'au Sahel, AQMI voulait installer un califat et que Boko Haram et les Shebab prétendent eux aussi administrer des territoires.

C'est pourquoi je voudrais vous livrer trois éléments caractéristiques de ces groupes.

Premier élément : le pouvoir d'attraction. La force de Daech ne réside pas uniquement dans le nombre de ses recrues et ses capacités de financement tirées du pétrole, des trafics et des razzias ; elle tient surtout à l'attraction, voire à la fascination qu'elle exerce.

Daech met en avant une caricature religieuse et spirituelle qui donne de l'épaisseur à la motivation de ses recrues. C'est parce qu'il fournit une identité de substitution, à travers l'évocation d'un passé idéalisé et d'un futur fantasmé, que cet idéal dévoyé a une résonance chez certains – plutôt jeunes – désespérés, exclus, affamés, humiliés – réels ou estimés.

Pour autant, il n'y a pas de déterminisme simple du candidat au djihad. Il n'y a pas de profil type, aisément identifiable, ce qui rend notre ennemi protéiforme et insaisissable.

Deuxième élément : les modes d'action utilisés. Ils visent à contourner la puissance des pays occidentaux. Ils sont redoutablement variés : ce sont les cyberattaques, les engins explosifs improvisés, les snipers, les attaques suicides. Ces capacités sont d'autant plus dangereuses qu'elles sont peu coûteuses, aisément accessibles, et qu'elles se combinent facilement à l'idéal de mort et au fanatisme des djihadistes.

L'emploi de ce mode d'action au cœur de Paris est une rupture, non seulement d'échelle, mais aussi de nature. Ce sont des actes de guerre. Ils révèlent, dans l'horreur, le lien étroit qui existe entre la sécurité extérieure et la sécurité intérieure. Je vous en ai parlé à de nombreuses reprises : cette fois-ci, nous y sommes !

À ces modes d'actions, il faut ajouter les attaques continues et efficaces dans le champ de l'influence et des perceptions. Elles véhiculent, par internet et les réseaux sociaux, une propagande agressive, réactive et de grande qualité technique, qui cherche à discréditer nos valeurs et notre modèle de société.

Cette propagande, cette idéologie incarnée par une théâtralisation de l'horreur, nourrit la violence en lui donnant une résonance sans précédent. Elle est au bilan efficace : elle crée un appel d'air de candidats djihadistes et agit sur une partie de notre propre population. Ils utilisent parfaitement l'ambivalence de nos moyens de communication et de notre société de l'information immédiate et continue, ainsi que la mondialisation et le rétrécissement de l'espace. En cela, cette propagande menace notre société et fait surgir la violence au cœur de nos démocraties.

Cela me conduit naturellement au troisième élément, que je veux détailler : le jusqu'au-boutisme. Il s'exprime dans les modes d'action que je viens de décrire, mais je veux l'évoquer en tant que tel, car il conditionne la dimension psychologique du combat que nous engageons. Dans sa fuite en avant, Daech recherche la rupture par une surenchère de la terreur. Il

s'appuie en cela sur le mépris de la mort de ses djihadistes. Cette terreur, mise en scène, vise un effet de sidération chez la victime et alimente les forces, que j'appellerai « immorales », des terroristes. Aujourd'hui, parmi les membres des katibas – quel que soit l'âge de ces hommes ou de ces femmes –, la seule compétition qui soit est souvent celle du martyr. Les exactions d'une cruauté sans nom commises en Syrie, en Irak ou en Libye sont la cause d'une totale désinhibition de la violence chez les djihadistes : viols, décapitations, tortures les plus abjectes, crucifixions publiques, esclavage des femmes. Tout cela à moins de quatre heures de vol de Paris.

Face à cet adversaire, à cette idéologie et à cette situation sécuritaire, nous devons inscrire nos actions dans le temps long. Vaincre demandera des années d'endurance, de constance et de persévérance.

Mais, pour vaincre ce phénomène, nous devons le comprendre et lutter contre toutes ses dimensions. Je vous propose maintenant de vous dire quelle est la part de la réponse militaire. Face aux groupes armés terroristes, quelle stratégie militaire ?

Vis-à-vis de cette violence, la force est indispensable. Pour la mettre en mouvement, les leviers résident toujours dans la conjonction et la combinaison de trois éléments : la volonté, les moyens et l'engagement. Vouloir, pouvoir, agir : trois dimensions qui structurent ma stratégie militaire générale. Je voudrais détailler successivement comment ces trois dimensions permettent de répondre militairement à la situation sécuritaire que nous affrontons.

Première dimension : la volonté. C'est le « vouloir » de l'engagement militaire. Cette volonté est d'abord politique : c'est celle du président de la République, chef des armées, sur proposition du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Elle s'exprime à travers la chaîne de commandement de notre pays, qui est extrêmement efficace et permet que les décisions prises au sommet de l'État produisent des effets sur le terrain en quelques heures. Les actions que j'ai proposées immédiatement après les derniers attentats l'ont montré : elles ont été mises en œuvre sans délai.

Le dispositif Sentinelle a été renforcé : plus 1 500 soldats dans la nuit même du vendredi 13 au samedi 14 novembre ; 1 000 hommes supplémentaires dès le dimanche soir, puis 2 000 autres dans les deux jours qui ont suivi. Au total, ce sont donc à nouveau 10 000 soldats qui arment la seule opération Sentinelle moins de quatre jours après les attentats – je rappelle que le contrat fixé en janvier dernier prévoyait un délai de sept jours.

Pour la défense de l'avant, notre aviation de combat a détruit six objectifs importants de Daech : pour l'essentiel, des centres de commandement et des centres d'entraînement terroristes situés à Raqqa en Syrie. Des actions terroristes étaient planifiées et préparées à partir de chacun de ces centres. Ces six raids massifs, dont le premier a eu lieu dans la nuit du 15 au 16 novembre, ont donné lieu à des frappes robustes – entre 15 et 20 bombes chaque soir – et permis d'obtenir des résultats probants. On leur a fait mal – cela n'est pas une simple formule.

Notre porte-avions a appareillé mercredi matin 18 novembre de Toulon. Il nous procure en Méditerranée orientale, puis, le moment venu, dans le golfe arabo-persique, une capacité

supplémentaire de frappe et une plateforme de renseignement totalement interopérable avec nos alliés américains. Nous avons mené avant-hier nos premières frappes en Irak et en Syrie. J'étais sur le porte-avions et je suis fier du groupe aéronaval, qui fait honneur à la France.

Je souligne le fait que toutes ces actions ont été menées en maintenant, au prix d'un véritable effort, toutes nos autres missions : dissuasion nucléaire, protection des approches maritimes et aériennes du territoire, opérations extérieures (OPEX).

Vous le voyez : par l'action des armées, la réactivité et le professionnalisme de nos soldats, marins, aviateurs, la volonté s'ancre dans l'action ; elle se concrétise sur le terrain. Cette remarquable capacité de réaction, en moins de cinq jours, a été possible parce que notre modèle d'armée a conservé des capacités militaires robustes et polyvalentes. Soyez-en remerciés, car je sais l'action déterminante que vous avez menée pour ce faire. Il faut le dire, à temps et à contre temps, notamment pour préparer l'avenir.

Deuxième dimension : les moyens en tant que tels, c'est-à-dire « pouvoir ». La capacité de « pouvoir », si je puis m'exprimer ainsi, suppose que soient réunis trois impératifs. Le premier est la nécessité d'une capacité autonome d'appréciation de situation, au niveau stratégique et tactique. Il s'agit dans le cas présent de connaître et de comprendre le fonctionnement de Daech et celui des filières des combattants étrangers.

Le deuxième impératif est l'aptitude de nos armées à agir en « autonome ». C'est-à-dire à planifier et à conduire une opération dans l'urgence, sur le territoire national comme au loin, dans des situations dégradées ou de chaos.

Le troisième impératif est l'aptitude à garder l'initiative. Cela suppose de pouvoir frapper notre adversaire au plus loin, de lui imposer notre rythme. Dans les affrontements armés d'aujourd'hui, c'est cette surprise, cette incertitude, cette « foudroyance », cette reprise de l'initiative tactique qu'il faut rechercher.

Ces trois impératifs n'en forment en réalité qu'un seul : préserver un modèle d'armée complet. Parce que les menaces sont multiples, qu'elles ne peuvent hélas se réduire à Daech et qu'elles se présentent chaque jour sous une forme différente, nous devons entretenir une palette de moyens à « large spectre ». Il faut, pour défendre notre pays, s'adapter à la menace, au plus près comme au plus loin, dans toutes ses dimensions capacitaires. C'était tout l'enjeu de l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) : maintien du modèle complet d'armée, qui procure aux armées françaises des moyens à la hauteur des ambitions affichées. C'est aussi la traduction concrète du triptyque menaces-missions-moyens, qui doit en permanence être cohérent pour éviter le grain de sable.

Troisième dimension : l'engagement ; c'est la capacité à « agir ». La volonté et les moyens n'ont de sens que s'ils sont employés au service de l'action.

Face à une multiplicité des lignes de front, il faut une défense dans la profondeur, toujours plus efficace qu'une défense linéaire.

Cette défense passe d'abord par la dissuasion nucléaire, qui garantit la survie de la Nation en

sanctuarisant ses intérêts vitaux. C'est la première de nos missions et notre ultime assurance. Gardons-nous des effets de mode !

Au plus loin, ce sont ensuite les OPEX. Seules les armées ont l'organisation, les capacités et les savoir-faire pour mener les opérations de guerre de nos actuels théâtres d'opérations extérieures.

En périphérie de notre territoire, c'est la protection des approches de notre pays, avec la posture permanente de sûreté et ses composantes aérienne et maritime. Là encore, les armées sont aux avant-postes de la sécurité des Français.

Au plus près, enfin, sur le sol national, les armées agissent en appui des forces de sécurité intérieure. Leur emploi sur le territoire national n'est pas nouveau, mais cette mission de lutte contre le terrorisme est d'une nature nouvelle : Sentinelle ne doit pas être l'excroissance de Vigipirate ! Autre contexte, autre ennemi, autre doctrine, autre dispositif.

Parce que nos moyens sont comptés, ils doivent être valorisés au mieux. Au vu du besoin de protection de nos concitoyens – que je ressens et qui s'inscrit dans le temps long –, nous ne pouvons pas nous permettre de sous-employer ni de « surconsommer » nos soldats. Notre déploiement actuel de 10 000 hommes – qui est considérable, sans compter les 3 000 pour la défense aérienne et la protection des côtes – doit être exploité au mieux. Ne pas le faire, c'est nous affaiblir face à un adversaire qui cherche justement à réduire nos capacités de réaction et à nous rendre prévisibles dans des dispositifs statiques et visibles. Il faut reprendre l'initiative tactique, dissuader les adversaires et rassurer les Français.

Les attaques commises sur notre sol, d'une immense violence, perpétrées par des kamikazes, montrent de façon dramatique et odieuse que les terroristes du Stade de France, du Bataclan ou de Saint Denis sont semblables à ceux que nous avons combattus en Afghanistan. Ce sont les mêmes que nous combattons en ce moment au Mali. Nos armées ont une expérience à proposer, acquise sur ces théâtres d'opération. Elles possèdent des savoir-faire et des moyens d'observation, de surveillance, de contrôle de zone, ou d'intervention qu'elles sont parfois les seules à mettre en œuvre et, par l'expérience en OPEX, à maîtriser.

En d'autres termes, les forces armées n'ont pas vocation à agir « à la place », mais bien en complémentarité des forces de sécurité intérieure. Face à des groupes armés qui utilisent des modes d'action guerriers, mettons à profit nos capacités militaires en termes de planification, d'autonomie, de réactivité, au service de la sécurité des Français, sous la responsabilité, bien sûr, du ministère de l'Intérieur, responsable de la sécurité intérieure. Le dialogue excellent entre les préfets et les officiers généraux de zone de défense mérite d'ailleurs d'être souligné.

Opérations extérieures, missions intérieures, surveillance et contrôle de l'espace aérien et des approches maritimes, renseignement, cyberdéfense : ce sont toutes ces actions que nous devons combiner pour agir dans la profondeur de l'adversaire.

En définitive, je crois que nous avons dans ces trois dimensions l'ensemble des facteurs de succès pour réussir. À la condition d'être attentifs à différents éléments importants.

Mes points d'attention sont au nombre de quatre.

Premier point : pour répondre aux menaces, l'adéquation entre les moyens qui sont donnés aux armées et les missions qui leur sont confiées. C'est en quelque sorte l'effort de guerre à consentir. La volonté de combattre l'adversaire doit prendre corps dans les moyens d'action ; elle doit se traduire par un effort financier, qui doit lui aussi s'inscrire dans le temps et être à la hauteur des enjeux.

D'abord, le temps court, qui est celui du projet de loi de finances (PLF) 2016, qui devra intégrer les dernières décisions du chef de l'État. L'adéquation missions-moyens, qui a présidé à l'actualisation de la LPM, doit continuer à guider ce nouveau PLF, en intégrant notamment les dépenses supplémentaires liées à cette guerre. Les discussions sont en cours et l'arbitrage est imminent au sommet de l'État.

Puis le temps long, qui est celui de l'objectif, rappelé lors du sommet de Newport, des 2 % du PIB consacrés à notre défense à horizon de 2025, contre 1,7 % aujourd'hui. Je rappelle que les Français dépensent plus de 45 milliards d'euros chaque année pour leurs assurances – ce qui est presque 50 % de plus que le budget de la Défense, qui est pourtant la meilleure assurance de la Nation.

Deuxième point d'attention : l'approche globale. Vous ne serez pas surpris : j'évoque ce point à chacune de mes auditions. Gagner la guerre ne suffit pas, il faut gagner la paix ; seule une telle approche le permet. La force seule n'est pas en soi une solution ; elle est un levier, un moyen au service de la défense et de la sécurité collective. Gagner la paix nécessite aussi des succès sur les plans de la justice, de l'éducation, de la gouvernance et du développement. Avant tout engagement militaire, il faut une stratégie et des objectifs clairs. Si la complexité des racines du terrorisme rend souvent difficile l'établissement d'une stratégie globale, il faut nécessairement penser au-delà des seuls effets militaires. D'autant qu'il n'y a pas de victoire militaire possible à court terme au Levant.

Troisième point d'attention : le respect du droit et de l'éthique. Face au terrorisme, plus que jamais, nous devons brandir la force pour nous opposer à la violence, la violence la plus extrême. Mais nous devons nous garder de tomber dans un mimétisme où nous perdriions notre légitimité. Céder à la violence, à la discrimination, à la non-distinction des moyens, c'est l'échec de la mission. Plus encore, c'est l'échec de la conscience collective. N'oublions pas que les terroristes savent très bien se nourrir de ce qu'ils présentent comme une répression aveugle. Une victime innocente crée mécaniquement plusieurs nouveaux combattants avec la rage au ventre.

Cette responsabilité est en particulier celle du chef militaire et de la chaîne de commandement, qui est le ciment de nos armées. De sa solidité et de son épaisseur, technique, tactique, mais surtout éthique, dépend la véritable efficacité de la force. C'est pourquoi j'attache la plus grande importance à la formation éthique des hommes et des femmes de nos armées. Cette formation est continue tout au long du service sous l'uniforme ; elle s'ancre dans l'exemple de notre style de commandement, qui place en son centre la dimension humaine. L'éthique est le pendant de la détermination.

Quatrième point d'attention : l'esprit de défense. L'armée est l'émanation de la Nation ; elle en est son bras armé. L'esprit de défense est une valeur collective – je peux vous dire, à l'aune des témoignages que j'ai reçus ces derniers jours, qu'il est bien vivant. La Nation entière est derrière son armée et ses forces de sécurité intérieure, auxquelles je veux d'ailleurs – devant vous – rendre un hommage appuyé.

Cet esprit de défense me rend confiant et renforce ma détermination à accélérer la rénovation de notre système de réserve. Les réserves font partie intégrante de notre modèle d'armée professionnelle. Vivier de multiples compétences, professionnels à temps partiel, pivot du lien armée-Nation, les réservistes peuvent davantage aider à la protection du territoire national. Qui connaît mieux son canton, sa ville, son département, que celui qui y vit et y travaille ?

Je crois que la situation actuelle doit aider à faire sauter certaines réticences des entreprises ou de la fonction publique et à faire disparaître les barrières administratives qui contraignent actuellement l'emploi des réserves. Qui oserait dire le contraire ?

Cet esprit de défense, source d'espérance, s'appuie sur les valeurs qui ont fait notre pays. Face au discours de haine de nos adversaires qui veut diviser les Français, je crois que l'exemple de nos armées peut apporter un « contre narratif », comme on dit aujourd'hui, solide et concret.

En tant que chef militaire, praticien de la jeunesse, qui la côtoie au quotidien sur les théâtres d'opérations, dans les casernes, les ports ou les bases aériennes, je peux vous garantir que nous avons une belle jeunesse. Elle est généreuse, a le goût de l'effort et du dépassement de soi et fait preuve de courage, qui peut aller jusqu'à l'héroïsme. Nos jeunes militaires, qui sont issus de la société civile dans toute sa diversité, nous le prouvent au quotidien, au service de la Nation.

Nos militaires défendent avec foi les valeurs de la France : la liberté, ils combattent pour elle ; l'égalité, ils la vivent sous l'uniforme ; la fraternité, qui est leur quotidien.

En conclusion, le niveau de menace est inédit et durable. Le choc profond, auquel nous assistons, remet en cause, d'une manière qui semble imparable, l'un des traits fondamentaux de l'ordre westphalien, la sécurité des sociétés à l'intérieur des frontières étatiques. C'est une rupture stratégique.

Haussons la garde à la hauteur de l'adversaire. Avec calme et détermination, restons debout et fiers des valeurs que nous défendons. Restons vigilants quant aux moyens qui sont donnés à nos armées. Restons unis derrière les hommes et les femmes qui risquent leur vie, sous l'uniforme, pour défendre la France et les Français.

Vous pouvez compter sur ma totale loyauté et mon engagement sans faille et je sais compter sur votre plein soutien.

(Applaudissements de la commission)

Mme la présidente Patricia Adam. Général, je vous remercie au nom de la commission pour votre témoignage, qui est important. Vous avez cité plusieurs propositions, notamment sur le

budget, vos moyens et la question des réservistes, sur laquelle nous avons beaucoup travaillé.

Nous rendons évidemment un hommage appuyé à tous vos soldats. Nous connaissons le travail qu'ils effectuent aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, leur professionnalisme, leur engagement - en particulier de notre jeunesse qui, avec le sentiment d'appartenance à la Nation et à la défense qui l'anime, est capable d'aller très loin. Comme vous le savez, nous les accompagnons tous les jours en leur rendant visite.

M. Jean-Jacques Candelier. Je salue le courage et le professionnalisme de nos militaires.

Notre matériel vieillit et est soumis à rude épreuve : quel est son état et sa disponibilité opérationnelle, notamment celui restant dans les unités ? Quel est son âge moyen et qu'en est-il du taux de renouvellement de celui arrivant en fin de vie ?

Est-il exact que les drones achetés aux Américains ne nous permettent pas d'accéder à toutes les données de fonctionnement et d'exploitation ?

S'agissant des frappes, la France a-t-elle ses propres moyens de reconnaissance et de renseignement pour établir des cibles en Syrie ?

M. Damien Meslot. Je m'associe à mes collègues pour remercier nos forces armées pour ce qu'elles font à l'intérieur de notre territoire comme à l'extérieur.

S'agissant de Sentinelle, le chef d'état-major de l'armée de terre nous disait son souhait d'avoir davantage d'équipes mobiles : avez-vous l'intention de faire évoluer le dispositif dans ce sens ?

Pouvez-vous nous faire le point de l'évolution des positions de Daech en Syrie et en Irak après les bombardements que nous avons effectués, certaines informations dans la presse nous laissant penser que cette organisation reculerait ?

M. Daniel Boisserie. J'ai rarement vu un invité être applaudi comme vous l'avez été ce matin - je crois que c'est la première fois !

Certains pays européens sont enfin en train de se soucier de la sécurité et peut-être de s'engager sur certains théâtres d'opérations, comme l'Irlande : qu'en pensez-vous ?

S'agissant de la réserve, comment comptez-vous l'organiser, territorialement notamment ?

Enfin, vous avez ouvert un compte *Twitter* : pouvez-vous nous en parler ?

M. François de Rugy. Je souhaiterais saluer votre intervention et, à travers vous, l'engagement des soldats français.

Concernant Sentinelle, qui est sans doute une opération durable, qu'en est-il de la doctrine retenue ?

Enfin, quelles précisions pouvez-vous nous apporter s'agissant de l'intervention en Syrie ?

L'engagement de troupes au sol est-il envisagé et envisageable au regard de nos engagements dans d'autres opérations extérieures ?

Général Pierre de Villiers. Concernant l'âge des équipements, nos ravitailleurs ont plus de cinquante ans, nos véhicules de l'avant blindés (VAB) trente ans en moyenne et certains de nos bateaux vingt-cinq à trente ans. Il est temps de les renouveler : c'est tout l'enjeu de la LPM et de son actualisation. Je souhaiterais bien sûr que cela aille plus vite, surtout compte tenu de la dureté de nos engagements. Mais les dernières décisions budgétaires que vous avez votées constituent un effort important : budgétisation de l'ensemble des ressources exceptionnelles ; non-déflation de 18 750 effectifs (à laquelle s'ajoute la récente décision du président de la République). Ce qui m'importe, plutôt qu'un débat stérile sur la demande de moyens supplémentaires, est d'avoir les moyens permettant d'accomplir les missions qui me sont confiées. La débrouillardise à la française a en effet atteint ses limites. Si on me donne une mission supplémentaire, je demande les moyens correspondants ou bien j'en annule une autre.

S'agissant des cibles en Syrie, nous avons bien nos propres moyens de renseignement, satellites et vols de reconnaissance ISR - *Intelligence Surveillance and Reconnaissance*. C'était en effet l'objectif de la décision du président de la République en septembre d'effectuer ces vols au-dessus de ce pays pour pouvoir préparer de manière autonome des dossiers d'objectifs, ce que nous avons fait au bon moment. Nous avons par ailleurs pu travailler de manière accélérée avec les Américains depuis le 13 novembre. Cette capacité autonome est fondamentale.

Quant à Sentinelle, elle donne lieu à une rupture stratégique. On peut discuter de l'emploi des armées sur le territoire national, mais non de ce qui constitue un postulat : les Français veulent être protégés, là où ils se trouvent, et il est de la mission des militaires d'y contribuer.

Par ailleurs, raisonner avec un dispositif ancien dans une situation nouvelle est une erreur. Sentinelle ne doit pas être conçue par rapport à Vigipirate, constitué en fonction d'un certain type de terrorisme. Nous avons ce débat interministériel depuis janvier ; le Président de la République a décidé le 29 avril de pérenniser les 7 000 personnels de Sentinelle sur le territoire national et demandé une réflexion doctrinale interministérielle pour passer de « Vigipirate-Sentinelle » à quelque chose d'autre, en complément du dispositif des forces de sécurité intérieure. La nécessité de ce débat est d'autant plus vive après les récents attentats et le passage à 10 000 hommes à nouveau déployés sur le territoire national. Je tiens une nouvelle fois à souligner la qualité du dialogue entre les préfets et les officiers généraux de zone de défense, notamment sur les effets recherchés - à partir desquels nous, experts militaires, déterminons les modes d'action et les moyens, en liaison avec les forces de police et de gendarmerie. Nous avons une expérience récente à grande échelle en la matière, grâce notamment au réseau Acropol. La synergie existe : il nous faut donc arbitrer une doctrine, sans oublier le volet juridique, puisque nous ne sommes pas dans le droit de la guerre, mais dans le cadre de la légitime défense sur le sol national. Je crois que nous sommes sur la bonne voie.

Ce que nous pouvons apporter, c'est de la mobilité, du contrôle et de la surveillance de zones, du renseignement par nos patrouilles habituées à observer des phénomènes anormaux, retransmis immédiatement par Acropol aux forces de sécurité intérieure. Nous pouvons apporter en outre nos moyens d'opérations nocturnes, nos équipements et, surtout, le fait que

nous soyons régulièrement confrontés à des modes d'action de guerre, dont je crains qu'ils ne se renouvellent. La singularité de notre situation est que ceux qui nous attaquent sur notre propre sol sont ceux qui le font aussi à l'extérieur.

L'opération Barkhane est un succès car nous avons inversé l'effet de surprise. Avant, nous étions surpris en permanence depuis des années au Nord Mali par de petits groupes terroristes, très mobiles, qui nous attaquaient toujours là où on n'avait pas prévu. Mais, selon l'expression utilisée en rugby, « les mouches ont changé d'âne ». Pour gagner la guerre, il faut reprendre l'initiative tactique. Cela est aussi valable pour Sentinelle.

S'agissant de l'Irak, les choses ont bougé ces dernières semaines de façon très claire : Daech n'est pas vaincu, mais commence à reculer. Baïji, qui est le verrou vers Mossoul, a été repris, et Ramadi est en passe de l'être. Les Kurdes viennent de reprendre Sinjar et l'axe de ravitaillement fondamental pour Daech entre la « capitale » politique, Mossoul, et la capitale logistique et militaire, Raqqa, a été coupé. Notre stratégie est de bombarder Daech là où il se trouve, avec des objectifs ciblés ou des bombardements tactiques en appui de la progression au sol des forces locales irakiennes, réunissant si possible sunnites et chiites, et les forces kurdes, les Peshmergas.

Concernant la Syrie, la situation s'est également améliorée. Daech est sous pression. L'arrivée des Russes, il y a quelques semaines, a accru la capacité de bombardement. Je rappelle qu'en dehors de la Russie, il n'y a en ce moment que trois pays qui bombardent en Syrie : les États-Unis, la France et la Turquie. Daech n'a plus d'initiative tactique : dès que ses combattants sortent du bois, ils sont immédiatement frappés. Cela explique d'ailleurs peut-être la rafale d'attentats de cette organisation dans le monde entier, avec ses frappes hier encore en Égypte et en Tunisie. Quand Daech va commencer à reculer, il y a un risque de reflux de ses combattants et d'être frappés par ceux-ci dans les régions où ils sont. Nous sommes entrés depuis quelques jours dans la deuxième phase de la stratégie de la coalition, qui est celle du démantèlement.

Au sujet de l'Europe, j'espère que l'appel de la France relatif à l'article 42-7 du Traité sur l'Union européenne sera entendu de deux manières : d'une part, au travers d'une prise de conscience de la gravité de la situation au plan stratégique et de l'accroissement des budgets de défense des pays européens ou, en tout cas, de l'arrêt de leur décroissance ; d'autre part, grâce à l'aide des pays européens, que ce soit sous forme de chasseurs supplémentaires, d'une assistance au profit de l'armée irakienne ou de l'opposition syrienne libre en formations ou en moyens, de flottes stratégiques ou tactiques, d'ISR, de drones, d'avions, de meilleur échange du renseignement au plan européen ou encore de financement. J'espère aussi l'exonération, dans le calcul des déficits publics, des dépenses d'investissement de défense, considérant qu'au travers de la défense de l'avant, nous contribuons grandement à la sécurité de l'Europe. J'ai cru comprendre que les lignes commençaient à bouger sur ce point, ce dont je me réjouis. Car j'ai sincèrement le sentiment que les armées françaises portent une partie de la sécurité de l'Europe.

S'agissant des réserves, vous savez combien j'y suis attaché. Nous n'avons pas fait la réforme structurelle nécessaire lorsque nous avons professionnalisé nos armées en 1996. L'objectif du projet Réserves 2019 est de porter le nombre de réservistes opérationnels de 30 000 à 40 000,

d'accroître leur réactivité – en réduisant le délai entre le moment où ils sont convoqués et celui auquel ils arrivent – ainsi que notre organisation et leur emploi dans des missions attractives, sans oublier la territorialisation et la connaissance du territoire : remailler la France dans ses points sensibles, en particulier grâce à l'apport de ces personnels. Ce projet doit être conçu en complément des forces d'active. Par ailleurs, cela ne supprime pas les réservistes citoyens. Le projet est inscrit dans la LPM actualisée : il faut le mettre en œuvre avec ce volet un peu particulier de la défense du territoire.

Pour ce qui est de l'engagement au sol en Syrie, on ne gagnera la guerre que par une action au sol appuyée par des bombardements aériens. Mais envoyer des soldats français ou occidentaux serait une fausse bonne idée. Ce travail doit être mené par les forces locales ou régionales, ne serait-ce qu'en raison de la complexité du pays. Pour l'illustrer : on compte 1 500 katibats, avec des alliances, des ruptures et des recompositions continues.

Enfin, mon compte *Twitter*, qui a été ouvert par un très heureux hasard le premier jour des frappes du porte-avions, est justifié par l'idée que la bataille des perceptions est fondamentale, ce que Daech a, pour sa part, parfaitement compris. Cette bataille est très importante à l'égard des jeunes. J'ai d'ailleurs dit l'autre jour, à la réunion des chefs d'état-major à Madrid, que la coalition pourrait communiquer encore plus pour ne pas perdre le combat du « contre narratif ».

M. Philippe Nauche. Avons-nous des objectifs à moyen ou long terme en Libye ? Y a-t-il une analyse partagée avec les autres forces de la coalition concernant le risque éventuel d'une intervention à partir du sol libyen ?

Au sujet de l'incident aérien d'hier entre la Turquie et la Russie, quelle est votre analyse de cet imbroglio, qui semble compliquer les choses ?

M. Marc Laffineur. Je m'associe aussi aux louanges adressées à l'armée et à nos militaires.

S'agissant de Sentinelle, les militaires seraient, selon certains réseaux sociaux, armés mais sans munitions : qu'en est-il ?

Concernant la descente de l'avion russe par l'armée turque hier, les pilotes sont tombés en Syrie. Que sont-ils devenus ? S'ils ont été tués, par qui ?

Au sujet de l'Europe, y a-t-il une prise de conscience de la nécessité d'un effort collectif ?

Enfin, comment aider avec nos alliés les forces au sol sur place ?

M. Charles de La Verpillière. Je m'associe aux louanges adressées à nos armées et vous félicite pour la qualité de votre exposé.

Y a-t-il dans les écoles d'officiers une formation particulière aux opérations intérieures, sur le plan tactique et stratégique ?

Par ailleurs, s'il faut constituer une grande coalition, la difficulté vient de ce que, en dehors de Daech, personne n'a le même ennemi. Pour la Turquie, par exemple, l'ennemi principal restera

toujours les Kurdes. Comment cette coalition peut-elle s'organiser sur le plan militaire, en intégrant la Russie, voire d'autres États de la région ?

Mme Édith Gueugneau. Je m'associe également aux louanges adressées à nos armées.

Les formes nouvelles de la menace conduisent à mener une réflexion pour opérer une rupture stratégique. Sans empiéter sur le travail qui sera rendu par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), qui la pilote, pouvez-vous en donner les principaux axes ?

Du point de vue des moyens, combien de temps pensez-vous que l'on puisse tenir dans la configuration actuelle, sachant que ce qui est demandé à nos soldats ne correspond pas à leurs missions premières et que le contexte de grande tension les sollicite aussi psychologiquement et nerveusement ?

M. Philippe Folliot. C'est dans les situations difficiles qu'on reconnaît la qualité d'une institution. On ne peut que s'associer à vos propos sur la façon dont nos soldats se sont comportés.

S'agissant des opérations aériennes en Syrie et en Irak, en cas de difficultés, nous avons des commandos formés pour récupérer les pilotes. Ces éléments sont-ils mutualisés entre l'ensemble des forces de la coalition ou chaque pays récupère-t-il ses propres hommes ?

Par ailleurs, comment se passe le rassemblement des services à Balard ? Apporte-t-il un véritable plus en termes de communication, d'échange et d'interarmisation ?

Général Pierre de Villiers. Chaque question nécessiterait des développements compte tenu de leur complexité.

La Libye est le *hub* du terrorisme, comme l'a dit le ministre de la Défense. Daech s'est implanté en Libye de manière solide puisqu'il y a au moins 2 500 combattants autour de la région de Syrte, qui se livrent à des crucifixions publiques régulières. Il y a donc maintenant quatre Libye : la Tripolitaine, la Cyrénaïque, le Fezzan et le « Daechland ». Par ailleurs, il y a une absence de coordination des différentes démarches : la démarche contre-terroriste américaine, la démarche onusienne, la démarche européenne, avec l'opération maritime EUNAVFORMED Sophia, et d'autres démarches, à connotation plus nationale.

La France bénéficie de sa capacité autonome de renseignement pour comprendre ce qui se passe et éviter d'être surprise. Par exemple par des mouvements de Daech vers le Sud, jusqu'au nord du Niger, là où nous avons notre base avancée de Madama. Nous pensons que le temps politique et diplomatique doit aujourd'hui prévaloir sur le temps militaire. J'espère que la communauté internationale trouvera une solution permettant de mettre autour de la table la Tripolitaine et la Cyrénaïque afin d'obtenir un point d'accord pour pacifier le pays, gouverner ensemble et lutter contre Daech. Il faut observer cela avec la plus grande attention, car le reflux des « *foreign fighters* » pourrait passer par la Libye, le nombre de combattants de Daech dans ce pays étant en augmentation.

Quant à l'avion russe abattu hier par la Turquie, cela illustre ce que vous disiez sur la coalition,

qui est diverse. Il semble que le chasseur russe ait pénétré quelques secondes dans une « dent » de terrain turc à l'intérieur du territoire syrien. J'espère qu'on évitera toute escalade : ce n'est l'intérêt de personne alors que nous avons un ennemi commun, qui est Daech. Il faut rassembler tous les pays autour d'une volonté commune et urgente : celle de la lutte contre cette organisation. C'est le discours que j'ai tenu à mon homologue russe. Les Russes ont aussi des « *foreign fighters* », et ils ont, comme nous, été attaqués et perdu plus de 200 personnes lors de l'attentat contre un avion civil dans le Sinaï. Cela suffit à rassembler. Toutes les énergies doivent être déployées contre Daech. Cet incident ne doit pas nous amener à vouloir résoudre immédiatement les différences d'approches structurelles, historiques, géographiques et politiques. Il faut capitaliser sur ce qui rassemble. Je suis, pour ma part, plutôt dans l'union et l'unité et contribuerai à prôner la désescalade auprès de mes homologues.

Sur le territoire national, nos soldats sont tous armés : leur chargeur est approvisionné, et il y a un témoin d'obturation de chambre permettant d'éviter les risques de mauvaise manipulation. Cela permet de riposter, comme en OPEX. J'estime donc que nous avons adopté les bonnes mesures.

S'agissant de l'Europe, je souhaite que ses pays fournissent à la coalition, ou dans la bande sahélo-saharienne, ou au sein des missions de l'ONU, une participation à l'effort de guerre que nous menons. La France seule n'a pas vocation à être responsable de la sécurité du monde ou de l'Europe. J'espère des moyens concrets sur le terrain. Mais il faut pour cela une volonté politique : c'est le sens de l'appel du ministre de la Défense au titre de l'article 42-7 du Traité sur l'Union européenne.

La richesse de nos armées repose sur la qualité de la formation du personnel, notamment la formation initiale, toutes catégories confondues. Je rappelle qu'en dépit de cette forme de sinistrose propre à notre pays, nous sommes admirés à l'étranger et servons de modèle à bien des armées étrangères. Nous avons d'ailleurs de nombreuses demandes de formation de pays étrangers dans nos différentes écoles, mais aussi à l'École de guerre ou au Centre des hautes études militaires. Dès que la nouvelle doctrine d'emploi sur le territoire national sera clairement établie, nous organiserons de nouveaux modules. Dans toutes nos écoles, nous insistons sur l'éthique du soldat. C'est fondamental.

Au sujet du territoire national, nous devons, au-delà du principe de complémentarité que j'ai évoqué, avoir une stratégie globale de défense, dans toutes ses dimensions : protection des côtes, lutte contre les trafics, action de l'État en mer, défense aérienne, cyberdéfense, espace et action au sol avec l'opération Sentinelle, qui va évoluer. J'ajoute une dimension : celle de la protection des installations de défense.

Je pense que nous pouvons tenir dans la durée avec les nouveaux moyens que nous avons demandés. On pourrait même aller plus loin dans certains cas, mais pour certaines durées et certains types d'engagement. Cette notion de durée est centrale dans l'analyse. Il faut faire attention à cet égard à l'expérience de nos amis britanniques, qui se sont « mis dans le rouge » avec l'Irak et l'Afghanistan et continuent d'en payer le prix. C'est ma responsabilité d'y veiller, de même que la responsabilité politique est de ne pas me demander de faire des choses que je ne peux pas faire, sauf à entamer le capital en matière de maintien en condition opérationnelle et d'entretien programmé des matériels.

Nous sommes effectivement sous tension et confrontés au fait que si les moyens que vous avez votés dans la LPM, humains notamment, arrivent – nous avons quasiment recruté tous les 5 500 personnels de l'armée de terre, en améliorant même la qualité de recrutement –, il faut les former pendant six mois avant de les engager. Nous sommes dans la phase la plus difficile, entre le printemps dernier, où ont été prises les décisions, et le printemps ou l'été prochain, où nous aurons fini de former les 6 000 à 7 000 nouveaux soldats.

S'agissant de la capacité d'aller secourir les pilotes au-delà des lignes adverses s'ils venaient à s'éjecter, elle est assurée dans le cadre de la coalition par les Américains. Le porte-avions bénéficie aujourd'hui d'une équipe prévue à cet effet, de l'escadron Pyrénées de l'armée de l'air. Je souligne à cet égard la très bonne coopération entre la marine et l'armée de l'air, coopération à laquelle je tiens beaucoup. Nous avons ainsi mené une frappe avant-hier soir, dans laquelle les deux Mirage 2000 qui ont décollé de Jordanie ont rejoint les quatre Rafale et les avions de reconnaissance venus du porte-avions. Je veille donc à ce qu'un pilote français qui décolle ait la certitude d'être récupéré n'importe où si nécessaire, de la même manière qu'un soldat français engagé au sol doit avoir la certitude qu'en cas de blessure, il sera récupéré n'importe où et soigné dans les meilleures conditions au monde.

Au sujet du regroupement des services à Balard, j'en ai senti le bénéfice tout de suite pour commander les opérations. Par exemple, lors de la prise d'otages dans un hôtel de Bamako vendredi dernier, il m'a suffi de prendre l'ascenseur qui est dans mon bureau pour rejoindre une salle au sous-sol, très bien équipée et permettant de visualiser l'ensemble des données concourant à la décision, où on m'a présenté la situation de la prise d'otages avec l'image du drone en direct sur grand écran – ce que je n'avais pas boulevard Saint-Germain. Cela constitue une véritable plus-value pour la gestion des crises.

Reste que je ne mesure pas encore totalement celle d'être ensemble dans un même lieu : j'y crois beaucoup, mais cela prendra du temps. Je rappelle que nous sommes les seuls au monde, avec les Américains, à avoir cette organisation. Depuis que je reçois sur place mes homologues étrangers, ils rêvent tous d'avoir un tel dispositif à leur main – ayant des problèmes sans nom pour coordonner leurs états-majors. Ce que nous avons fait est exceptionnel, même si on a pour l'instant parfois du mal à s'orienter. (*Sourires*). Quand je décide de tenir une réunion de crise sur tel ou tel point, la plupart de mes collaborateurs sont là immédiatement, ce qui est beaucoup plus facile qu'avant, et il n'est pas de jour où je ne voie un chef d'état-major d'armée. Au-delà de ces améliorations, il faudra sans doute plusieurs années pour tirer tout le parti potentiel du dispositif.

M. Eduardo Rihan Cypel. L'ambassadeur de Russie à Paris a dit ce matin que son pays était favorable à un état-major commun, incluant non seulement les États-Unis, la Russie et la France, mais aussi la Turquie : avez-vous déjà été saisi sur ce point ?

Vos centres de recrutement voient un afflux sans précédent de jeunes, ce qui montre leur volonté de s'engager : pouvez-vous nous en dire un mot ?

Enfin, je vous félicite pour votre compte *Twitter*. N'hésitez pas à vous exprimer sur d'autres médias si vous êtes autorisé, car votre voix est très importante pour la France en ce moment.

M. Nicolas Dhuicq. La France paie le prix du sang, à la différence de l'Allemagne, pour des raisons historiques. Avez-vous des contacts avec vos homologues germaniques au sujet d'une évolution de la constitution allemande à terme ?

Par ailleurs, la politique américaine depuis trente ans cherche à redessiner la carte du Proche et Moyen-Orient sur des fondements ethnico-religieux. J'ai peur d'une partition de la Syrie à terme quand je vois la situation à Jobar ou, plus généralement, à Damas.

Que pensez-vous enfin de l'hélicoptère abattu après le Soukhoï 24 ? Est-ce le fait de l'armée syrienne libre soi-disant laïque ?

M. Michel Voisin. Le contrat d'un militaire du rang prévoit que lorsque celui-ci le termine, il est affecté pendant cinq ans dans la réserve, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler la R02. Environ 80 000 personnes seraient dans ce cas. Peut-on les mobiliser ?

D'autre part, je rappelle qu'un récent sondage démontre que l'opinion publique demanderait à plus de 70 % le rétablissement du service militaire, ce qui ne serait pas évidemment sans difficulté ni coût important.

M. Philippe Meunier. La carte des belligérants se dessine : certains pays soutiennent directement ou indirectement les islamistes et d'autres les combattent. La Turquie a confirmé hier sa politique étrangère et la France est rentrée dans le conflit en Syrie aux côtés des Russes. Puisque nous frappons avec ceux-ci les cibles ennemies, sont-ils informés de la localisation de nos frappes et nous informent-ils de leurs propres objectifs ?

Par ailleurs, une vidéo a été diffusée hier, montrant la destruction d'un hélicoptère qui serait russe avec un missile de fabrication américaine – les agresseurs islamistes ont lancé des cris de victoire. Pouvez-vous nous renseigner sur les différents types de matériels tombés entre les mains de l'ennemi et me dire si ces matériels livrés par les États opposés à Bachar el-Assad représentent aujourd'hui un danger pour nos troupes ?

M. Christophe Léonard. J'ai l'impression de retrouver l'esprit du début de la guerre de 1914-1918, selon lequel on va gagner très vite, alors que j'ai le sentiment qu'on s'inscrit dans une ère nouvelle depuis le 13 novembre dernier, à la fois sur notre sol et à l'extérieur.

Une des sources premières du financement de Daech est le pétrole, qui est raffiné de façon illégale en Turquie, pour l'essentiel. Que pensez-vous de l'idée consistant à fermer la frontière entre ce pays et les zones occupées par Daech, afin de tarir ses ressources – ce qui pourrait être plus efficace que les bombardements ou les actions au sol ?

Général Pierre de Villiers. S'agissant de la relation avec les Russes, il faut procéder par étapes et se mettre d'accord pour combattre ensemble notre ennemi commun. Une fois ce point politique réglé, nous pourrions organiser une coordination militaire. Aujourd'hui, nous n'en sommes pas là : nous avons un excellent état-major à CENTCOM, qui fonctionne bien, ainsi que des états-majors spécifiques pour les opérations navales et aériennes. Mais la Russie n'est pas intégrée à ce processus. Et s'il y a un mémorandum entre la Russie et les États-Unis permettant une déconfliction pour éviter que les avions en vol ne se télescopent, il n'y a pas à

ce stade de coordination sur les cibles. Pour ma part, j'ai abordé avec mon homologue russe un point de coordination technique pour éviter que nos groupes navals et nos aéronefs ne se heurtent en Méditerranée orientale. Il y a des échanges avec les Russes depuis que le *Charles-de-Gaulle* est arrivé dans la zone et il y aura même des échanges croisés d'équipes sur les bateaux des deux pays de façon à se coordonner techniquement.

Sur le recrutement, je ne peux que me réjouir de ce qui se passe. Notre jeunesse attend un supplément d'âme, un cadre, une espérance, qui est en l'occurrence le service de la France. Les récents événements ont ravivé le sentiment patriotique. Pour les armées, rien n'a changé : nous n'avons jamais cessé d'avoir les couleurs du drapeau français dans chaque régiment, base aérienne ou sur les bateaux. Il est important pour nous de voir se lever ce drapeau et nous ne sommes pas dans l'effet de mode. Reste qu'il faut réfléchir au fait de savoir pourquoi des jeunes viennent chez nous et pourquoi d'autres partent chez Daech.

Ma parole est assez rare dans les médias, car c'est avant tout la parole politique qui doit porter. Mon temps est principalement consacré à l'action et ma responsabilité est de fédérer les armées derrière la mission qui m'est confiée. Cela suppose un gros travail en interne, pour que les gens comprennent qu'il faut une véritable obéissance active, dans laquelle l'adhésion l'emporte sur la contrainte - ce qui nécessite un engagement plein et entier des chefs et de moi-même.

De fait, la loi fondamentale de l'Allemagne doit être prise en compte dès lors qu'il s'agit de coopérer avec ce pays, en tout cas pour les opérations. J'espère que l'appel au titre de l'article 42-7 du Traité sur l'Union européenne sera suivi d'effets en termes de moyens. En tout cas, les militaires coopèrent entre eux et je suis très proche de mon homologue allemand. Il demeure qu'il faut une volonté politique pour avancer.

Monsieur Meunier, je n'ai pas d'éléments suffisamment précis pour vous dire ce qui s'est passé avec l'hélicoptère russe. Je comprends qu'il s'agissait d'hélicoptères destinés à récupérer les pilotes, mais je ne sais pas qui a tiré, quels sont les dégâts et ce qui s'est passé. Cela illustre mon propos sur la complexité - on ne dispose pas d'informations précises sur les gens qui étaient au sol à cet endroit-là - et doit inciter à la prudence.

Quant à la réserve RO2 dont vous parlez, monsieur Voisin, on y réfléchit dans le cadre du projet Réserves 2019. Le délai de cinq ans me paraît déraisonnable : je milite plutôt pour un délai de deux ans. Et je voudrais que la territorialisation des réserves soit un des principes majeurs de la nouvelle doctrine sur le territoire national. Le service national avait quelque chose d'exceptionnel : il était un lien avec la Nation et un creuset national. La territorialisation est un moyen de recréer ce lien.

Je suis bien placé pour savoir combien beaucoup veulent le rétablissement du service national. Partout où je vais, c'est pratiquement le premier sujet abordé. Cela étant, il s'agit d'un projet politique.

Enfin, une des ressources financières principales de Daech est en effet le pétrole. Il faut bien évidemment bombarder les sources d'approvisionnement de cette organisation mais ce n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Pour des raisons écologiques et éthiques, il n'est pas question

de bombarder n'importe quoi n'importe comment. Je ne veux pas de dégâts collatéraux. En outre, il ne faut pas détruire l'infrastructure du pays - ce qui nous a coûté cher dans d'autres situations. La coalition a commencé à agir dans ce domaine. Il faut bien sûr couper les racines financières de Daech, qui reposent aussi sur l'impôt, lequel dépend de la confiance de la population. Cette confiance sera un des enjeux majeurs des semaines à venir : il faut que la population comprenne qu'elle doit basculer dans le camp de la coalition et de la communauté internationale. Je pense que petit à petit nous tarirons les ressources financières et humaines de Daech. Je n'ai pas de doute sur notre victoire militaire, mais elle ne sera pas à court terme, car chaque mètre doit être gagné et, tous les cent mètres, il y a des pièges à déminer, ce qui est très long, comme l'illustrent les opérations menées à Ramadi.

Mme la présidente Patricia Adam. Je vous remercie.